

République du Sénégal

.....
Un Peuple-Un But-Une Foi
.....

Décret n° **2012-97**

ordonnant la présentation à l'Assemblée nationale des projets de loi suivants :

- Projet de loi de règlement pour la gestion 2009 ;
- Projet de loi de règlement pour la gestion 2010.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution,

DECRETE

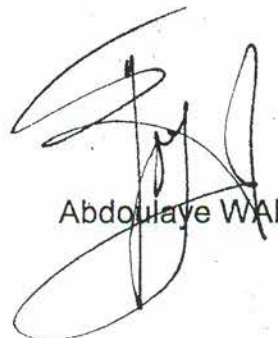
Article premier : les projets de loi dont les textes sont annexés au présent décret, seront présentés à l'Assemblée nationale par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article 2 : le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre chargé des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Dakar, le **16 janvier 2012**

Par le Président de la République
Le Premier Ministre


Souleymane Ndéné NDIAYE


Abdoulaye WADE

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances de la gestion 2009 dont il convient de rappeler les grandes orientations.

L'exécution budgétaire au titre de l'année 2009 est marquée d'une part, par le ralentissement de l'activité économique qui a affecté la performance du recouvrement de recettes, et d'autre part, par la poursuite et l'accentuation des réformes des finances publiques avec, notamment, la suppression des pratiques d'avances de trésorerie (décret n°2008-1377 du 28 novembre 2008), la limitation des reports de crédits (décret n°2009-192 du 27 février 2009).

Dans ce sens, l'extension du Cadre de Dépense Sectorielle à Moyen Terme à quatorze (14) ministères s'est poursuivie et la modernisation des régies financières a permis d'atténuer l'impact de la crise sur le niveau de recouvrement des recettes.

La morosité de l'environnement économique international et national, conséquence de la crise financière, conjuguée avec les inondations et les coupures d'électricité durant la gestion, a conduit le Gouvernement à mener une politique budgétaire prudente visant à préserver la viabilité de la dette publique à moyen terme tout en dégagant suffisamment de ressources pour les secteurs sociaux et les grands travaux d'infrastructure, en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les autres priorités ont porté sur les objectifs du DSRP et de la GOANA.

Ainsi, les recettes brutes du budget général ont été recouvrées en 2009 à 1.622,1 milliards contre 1.576,5 milliards en 2008, soit une augmentation de 45,6 milliards en valeur absolue et de 2,9% en valeur relative. Elles sont composées, pour l'essentiel, des ressources propres de l'Etat (1.129,87 milliards FCFA), des dons budgétaires (129,578 milliards provenant notamment de l'Agence Française de Développement pour 26,2 milliards FCFA, du Canada pour 3,98 milliards, des Pays-Bas pour 14,59 milliards et de l'Union Européenne pour 19,1 milliards) et des emprunts de 100,55 milliards de francs dont 41,9 milliards de la Banque Mondiale et 29,6 milliards FCFA de l'emprunt obligataire.

Les dépenses budgétaires sont exécutées à 1 703,8 milliards en 2009 contre 1610,2 milliards l'année précédente, soit une hausse de 93,6 milliards en valeur absolue et de 5,8% en valeur relative. Cette hausse est imputable essentiellement aux dépenses d'investissement qui ont progressé de 18% en glissement annuel. Un repli des dépenses ordinaires de l'ordre de 2 milliards est noté en 2009 par rapport à 2008.

Concernant les indicateurs de la gestion budgétaire, le taux de pression fiscale a reculé de 1 point pour s'établir à 17% mais reste, égal au seuil minimal communautaire. S'agissant du ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, il a été bien respecté avec 36,8% se situant ainsi à un niveau supérieur ou égal à 20 %.

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

II. LA SITUATION BUDGETAIRE

A. prévisions et résultats

Tableau 1: Prévisions et réalisations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor

Dépenses du Budget Général	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificatives	Modifications	Ouverture/annulations de crédits	Report de crédits	Credits de la gestion	Ordonnancement / recouvrement
Dettes publiques	150 000 000 000	150 000 000 000	0	0	0	150 000 000 000	155 915 502 082
Dépenses de personnel	328 000 000 000	328 000 000 000	0	0	0	328 000 000 000	364 411 820 738
Dépenses de fonctionnement	269 140 000 000	273 843 281 000	8 725 900 794	16 030 554 464	0	281 154 335 670	287 180 462 584
Transferts courants	275 590 000 000	276 150 300 000	8 725 900 794	14 377 915 827	0	289 254 134 621	284 944 881 221
Total des dépenses ordinaires	1 079 000 000 000	1 078 000 000 000	0	30 408 470 291	0	1 109 408 470 291	1 072 452 666 605
Total des dotations internes	6 000 000 000	6 000 000 000	0	0	0	6 000 000 000	6 000 000 000
Total dépenses ordinaires HDI	1 073 000 000 000	1 073 000 000 000	0	30 408 470 291	0	1 103 408 470 291	1 066 452 666 605
Investissements créés par l'Etat	155 000 100 000	23 711 982 000	0	12 506 342 737	16 392 934 583	126 098 566 846	76 767 799 325
Transfert en capital	287 761 000 000	284 611 047 000	0	14 475 349 737	6 715 301 802	305 728 668 539	292 430 923 674
Dépenses en capital non assignées au Trésor	250 000 000 000	247 000 000 000	0	0	0	247 000 000 000	262 137 278 030
Total dépenses d'invest	692 750 000 000	654 749 999 000	0	969 000 000	23 108 236 385	678 827 235 385	631 385 601 629
TOTAL DEPENSES DG	1 776 750 000 000	1 733 749 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 788 235 705 676	1 703 839 267 634
TOTAL HDI	1 776 750 000 000	1 733 749 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 788 235 705 676	1 703 839 267 634
Recettes du Budget Général							
Recettes fiscales et non fiscales transférées au budget général	1 317 000 000 000	1 312 000 000 000	0	0	0	1 202 000 000 000	1 052 938 130 385
Remboursement de prêt et avances	8 000 000 000	8 000 000 000	0	0	0	8 000 000 000	2 781 974 128
Dons budgétaires	16 600 000 000	51 200 000 000	0	0	0	51 200 000 000	129 578 093 735
Recettes exceptionnelles PFE/ADM	70 080 000 000	70 080 000 000	0	0	0	70 080 000 000	74 154 395 446
Dons projets et legs	120 375 000 000	130 844 000 000	0	0	0	130 844 000 000	134 451 264 393
Tirages sur emprunts projets	133 625 000 000	116 138 000 000	0	0	0	116 156 000 000	127 686 613 637
Emprunts	61 210 000 000	111 000 000 000	0	0	0	111 900 000 000	100 553 021 666
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0
Recettes Projets investissement extérieurs	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL RECETTES DG	1 755 491 000 000	1 590 136 000 000	0	0	0	1 690 180 000 000	1 622 143 493 390
Total Rec hors subvent	1 755 490 000 000	1 590 136 000 000	0	0	0	1 690 180 000 000	1 622 143 493 390
CST							
Recettes	52 160 000 000	61 060 000 000	0	0	0	0	72 949 574 609
transfert reçus d'autres budgets	6 000 000 000	0	0	0	0	0	0
Dépenses	58 160 000 000	61 060 000 000	0	0	0	0	65 475 085 364
SOLDE	0	0	0	0	0	0	0
TOT DG et CST							
RECETTES	1 807 650 000 000	1 751 240 000 000	0	0	0	1 751 240 000 000	1 695 093 067 999
DEPENSES	1 829 110 000 000	1 794 399 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 849 295 705 676	1 769 314 352 998

* HDI : hors dotations internes

B. Éléments d'appréciation

1. PROGRESSION DES RECETTES ET DES DEPENSES DEFINITIVES DU BUDGET GENERAL

Tableau 2: Evolution des dépenses et des recettes hors emprunts et subventions

En milliards de FCFA

Gestion	2005	2006	2007	2008	2009
Montant des Recettes hors subventions et emprunts	972,54	1 035,67	1 136,69	1 331,68	1 129,87
Evolution en%	13,5%	6,5%	9,8%	17,2%	-15,2%
Montant des Dépenses assignées au Trésor	1 036,00	1 199,10	1 416,02	1 386,06	1 441,70
Evolution en%	12,6%	15,7%	18,1%	-2,1%	4,0%

Pour la gestion 2009, les recettes budgétaires hors emprunts et subventions sont réalisées à hauteur de 1 129,87 milliards de FCFA contre 1 331,68 milliards de FCFA en 2008 soit une baisse de 201,81 milliards de FCFA en valeur absolue et 15,2% en valeur relative. Cette baisse de recettes se justifie par la morosité économique notée en 2009, conséquence des fortes répercussions de la crise financière mondiale sur l'économie du pays.

S'agissant des dépenses budgétaires assignées au Trésor Public, elles ont connu une hausse de 4%, passant ainsi de 1 386,06 milliards FCFA en 2008 à 1 441,7 milliards FCFA en 2009.

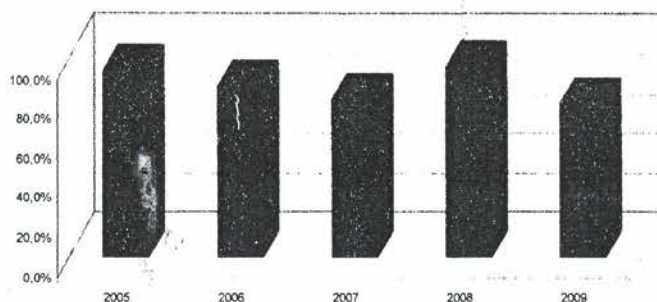
2. COUVERTURE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR LES RECETTES HORS EMPRUNTS ET SUBVENTIONS

Tableau 3: Couverture des dépenses par les recettes hors emprunts et subventions

En milliards de FCFA

Gestion	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes totales	972,54	1 035,67	1 136,69	1 331,68	1 129,87
Dépenses totales	1 036,00	1 199,10	1 416,02	1 386,06	1 441,70
Taux de couverture	93,9%	86,4%	80,3%	96,1%	78,4%

Le taux de couverture des dépenses du budget général, dont le Trésor est comptable assignataire, par les recettes hors emprunts et subventions a perdu 17,7 points par rapport à l'année précédente où il était fixé à 96,1%. Ce taux est le plus faible sur les quatre dernières années comme indiqué dans le graphique ci-après :

Graphique 1: Taux de couverture des dépenses par les recettes de 2005 à 2009

C. LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Les autorisations budgétaires ont été accordées par les lois de finances initiale et rectificative (article 4) et par les réaménagements par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relatives aux lois de finances.

1. AUTORISATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE

Elles sont arrêtées, en ressources à 1.755,49 milliards de francs pour le budget général et à 52,16 milliards de francs pour les comptes spéciaux du Trésor. Ces ressources sont ainsi réparties :

- recettes dont le Trésor est comptable assignataire : 1.495,49 milliards FCFA ;
- ressources dont le Trésor n'est pas comptable assignataire : 260 milliards FCFA ;
- recettes des CST : 52,16 milliards FCFA.

S'agissant des charges, elles sont projetées pour le budget général à 1.776,750 milliards de francs dont des dépenses dont le Trésor est comptable assignataire de 1.516,75 milliards et 260 milliards de dépenses d'investissement dont le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Le montant des crédits ouverts des comptes spéciaux du Trésor est fixé à 58,16 milliards de francs.

Le déficit prévisionnel du budget s'élève à 27,26 milliards de francs.

2. LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE.

En 2009, suite aux effets néfastes de la crise économique sur le niveau de recouvrement, la loi de finances rectificative a revu les prévisions initiales de recettes du budget général de certains postes.

Il s'agit de la baisse des :

- recettes fiscales de 130 milliards ;
- recettes non fiscales de 5 milliards ;
- tirages sur dons et emprunts de 13 milliards.

Aussi pour soutenir l'Etat, il y a eu une hausse des :

- dons budgétaires de 32,6 milliards ;
- emprunts programmes de 50,09 milliards.

Soit au total, une baisse de recettes du budget général d'un montant de **65,31 milliards de FCFA**.

Par contre, celles des comptes spéciaux du Trésor sont revues globalement à la hausse pour un montant de **2,9 milliards de FCFA**.

Quant aux dépenses budgétaires assignées au Trésor, pour ne pas inhiber davantage l'activité économique, la baisse de **30 milliards** a été circonscrite aux dépenses d'investissement, lesquelles passent de 437,75 milliards à 407,75 milliards.

3. LES MODIFICATIONS PAR VOIE REGLEMENTAIRE

Il s'agit d'une part de transferts de crédits modifiant la détermination du service responsable de l'exécution de la dépense sans modifier la nature de cette dernière, des virements de crédits conduisant à modifier la nature de la dépense prévue par les lois de finances, des reports de crédits d'investissement et d'autre part des annulations et des ouvertures de crédits.

Les prévisions, modifications et résultats par titre sont globalement présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 4: Récapitulatif des crédits de la gestion et réalisations

	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative	Modifications	Ouverture/annulations de crédits	Report de crédits	En FCFA		
						Total crédits	Total crédits sur ress. internes	Ordonnancement
TITRE I - DETTE PULIQUE	150 000 000 000	150 000 000 000	0	0	0	150 000 000 000	150 000 000 000	155 915 502 082
TITRE II - DEPENSES DE PERSONNEL	389 000 000 000	389 000 000 000	0	0	0	389 000 000 000	389 000 000 000	364 411 820 738
TITRE III - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	269 140 000 000	273 849 691 000	-8 725 909 794	16 030 554 464	0	281 154 335 670	281 154 335 670	287 180 462 564
TITRE IV - AUTRES TRANSFERTS COURANTS	270 860 000 000	266 150 309 000	8 725 909 794	14 377 915 827	0	289 254 134 621	289 254 134 621	264 944 881 221
TOTAL DEPENSES ORDINAIRES	1 079 000 000 000	1 079 000 000 000	0	30 408 470 291	0	1 109 408 470 291	1 109 408 470 291	1 072 452 666 605
TOTAL DEP ORDINAIRES HORS DETTE PUB	929 000 000 000	929 000 000 000	0		0	959 408 470 291	959 408 470 291	916 537 164 523
TITRE V INVESTISSEMENT EXECUTE PAR L'ETAT	429 956 100 000	370 211 982 000	0	-13 506 349 737	16 392 934 583	373 098 566 846	126 108 566 846	76 767 799 325
TITRE IV TRANSFERT EN CAPITAL	267 793 900 000	284 538 017 000	0	14 475 349 737	6 715 301 802	305 728 668 539	305 728 668 539	292 480 923 674
TOTAL INVESTISSEMENT	697 750 000 000	654 749 999 000	0	969 000 000	23 108 236 385	678 827 235 385	431 837 235 385	369 248 722 999
TOTAL BUDGET GENERAL	1 776 750 000 000	1 733 749 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 788 235 705 676	1 541 245 705 676	1 441 701 389 604

3-MODIFICATIONS DE CREDITS

Il s'agit, d'une part, des modifications portant sur la répartition des crédits prévues par l'article 15 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, sans préjudice au crédit global du budget général et d'autre part, des ouvertures supplémentaires de crédits prévues par les articles 12 et 20 de la même loi.

Au titre des recettes, un montant de **969 000 000 FCFA** a été constaté. Il s'agit :

- des contributions diverses suite aux inondations survenues durant l'hivernage 2009, de **416 000 000** de francs provenant des institutions internationales, des gouvernements étrangers et des dons intérieurs ;
- des ressources pour le fonds d'appui à la stabulation (PAPEL) de **553 000 000 de francs**.

Au titre des dépenses, des modifications portant sur la répartition des crédits par section d'un montant de **8,725 milliards** en plus et en moins ont été effectuées sur les crédits ordinaires.

En outre, des crédits devenus sans objet d'un montant de **76, 469 milliards** ont été annulés par arrêtés successifs du Ministre chargé des Finances, donnant la possibilité d'ouvrir des crédits d'égale montant par décrets d'avances. Ces modifications n'ont pas affecté l'équilibre financier de la dernière loi de finances.

Par ailleurs, des crédits de **30,408 milliards**, modifiant le montant des crédits du budget général votés dans la LFR ont été ouverts par décrets d'avances pour le paiement, notamment, des indemnités de déplacements et corrections du DAC, du BFEM et du CFEE.

Des crédits de paiement sur dépenses en capital de la gestion 2008 d'un montant de **23,108 milliards FCFA**, ont été reportés sur la gestion 2009, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi organique sus mentionnée.

III. ANALYSE DE L'EXECUTION

A. LE BUDGET GENERAL

Le budget général a été exécuté, en recettes à la somme de **1622,14 milliards FCFA** et en dépenses à la somme de **1 703, 84 milliards FCFA** ; il laisse apparaître un solde d'exécution négatif de **81,70 milliards FCFA**.

- **Les recettes du budget général**

Par rapport au montant des prévisions totales de **1690,18 milliards** les recettes du budget général ont été réalisées à hauteur de **1622,14 milliards** soit un taux de réalisation de **96%**. En tenant compte uniquement des ressources dont le trésor est comptable assignataire, le taux d'exécution des recettes se situe alors à **94%**.

- **Les dépenses totales du budget général**

Prévues pour un montant de **1733,75 milliards FCFA**, les crédits du budget général ont été portés à **1 788, 236 milliards FCFA** par les reports de crédits d'investissement d'un montant de **23,108 milliards** et les ouvertures de crédits d'un montant de **31,377 milliards FCFA**. Ils ont été exécutés pour un montant de **1 703, 839 milliards FCFA**.

En glissement annuel, les dépenses globales du Budget général ont connu une hausse de **228,485 milliards FCFA**, soit **15,2%**.

S'agissant des ouvertures de crédits faites par décrets d'avances dans le budget général, il faut rappeler que ces décrets ont été ratifiés dans la LFR de 2009 et la LFR de 2010.

Il s'agit pour la LFR 2009 :

- Des décrets d'avances n° 2009-128 du 9 février 2009, 2009-164 du 17 février 2009, 2009-176 du 23 février 2009, 2009-226 du 23 mars 2009, 2009-316 du 2 avril 2009, 2009-317 du 2 avril 2009, 2009-347 du 10 avril 2009, 2009-519 du 3 juin 2009, 2009-510 du 5 juin 2009 ;

Et pour la LFR de 2010 :

- Des décrets d'avances n° 2009-627 du 13 juillet 2009, 2009-821 du 7 août 2009, 2009-823 du 7 août 2009, 2009-834 du 7 août 2009, 2009-874 du 10 septembre 2009, 2009-881 du 10 septembre 2009, 2009-889 du 10 septembre 2009, 2009-911 du 10 septembre 2009, 2009-912 du 10 septembre 2009, 2009-913 du 10 septembre 2009, 200-1066 du 25 septembre 2009, 2009-1146 du 30 décembre 2009, 2009-1184 de 26 octobre 2009, 2009-1222 du 3 novembre 2009, 2009-1224 du 4 novembre 2009, 2009-1233 du 4 novembre 2009, 2009-1274 du 13 novembre 2009, 2009-1291 du 19 novembre 2009, 2009-1296 du 19 novembre 2009, 2009-1378 du 2 décembre 2009, 2009-1445 du 30 décembre 2009.

1- Les recettes :

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **1 002,787 milliards FCFA** sur des prévisions d'un montant de **1 172 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **86 %** et des moins-values de **169,213 milliards FCFA**. Par rapport à la gestion 2008, une baisse de **51,868 milliards** en valeur absolue et soit **5%** en valeur relative est constatée.

Les réalisations en impôts directs sont de l'ordre de **258,277 milliards** sur une prévision de **312,7 milliards**, soit un taux de recouvrement de **83 %**. Par rapport à la gestion 2008, ces recettes ont connu un repli de **30,272 milliards**. Ce recul est imputable pour l'essentiel à l'impôt sur les sociétés (IS) qui n'a enregistré que **35,3 milliards** de francs contre **81,45 milliards** de francs en 2008 soit une baisse de plus de 80%. Cette baisse s'explique par le non enrôlement des contribuables passibles de l'IS dont les paiements sont comptabilisés dans les comptes d'attentes ; à savoir, notamment, le montant de 50,17 milliards francs comptabilisé au titre des acomptes provisionnels et recouvré par les services de la DGID avec le transfert du recouvrement.

Le recouvrement des impôts indirects s'élève à **744,510 milliards** sur une prévision de **859,3 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **87%**. Ces contre-performances s'expliquent par une baisse des recettes portant sur le pétrole en raison notamment de l'importance des difficultés au niveau de la SAR et aux Droits de Douanes du fait de la baisse en valeur et en volume des importations de biens et services. Ainsi, en glissement annuel, on note une baisse de **21,596 milliards** par rapport à 2008 en valeur absolue et de **3%** en valeur relative.

Les réalisations en droits d'enregistrement et de timbre s'élèvent à **24,142 milliards** sur une prévision de **41,7 milliards**, soit un taux d'exécution de **58 %**. Par rapport à la gestion 2008, on note un recul en valeur absolue de **1,486 milliards** et de **6%** en valeur relative.

Le niveau de recouvrement des recettes non fiscales pour la gestion 2009 est de **50,15 milliards FCFA** sur une prévision de **30 milliards** soit une plus-value de **20,15 milliards** en valeur absolue et un taux de réalisation de **167 %**. Ces performances sont imputables pour

l'essentiel aux revenus de l'entreprise et du domaine, aux amendes et condamnations, aux droits de frais administratifs et aux produits financiers.

Tableau 5: Situation des prévisions et des réalisations de recettes

En millions de FCFA

Nature Rec	Réal 08	Prévision 2009	Réalisation 2009	Taux de réalisation	Ecart Prévl/réal	Ecart réal 08/09	Ecart % n-1
Impôts directs	288 549	312 700	258 277	83%	-54 423	-30 272	-10%
Impôts indirects	766 106	859 300	744 510	87%	-114 790	-21 596	-3%
Impôts et taxes sur les biens et services	542 856	594 800	549 233	92%	-45 567	6 377	1%
Drt enreg. Timbre	25 628	41 700	24 142	58%	-17 558	-1 486	-6%
Droits et taxes imp	188 901	170 600	161 322	95%	-9 278	-27 579	-15%
Droits et taxe à l'exportation	0	0	0		0	0	
Autres rec fisc	8 720	52 200	9 813	19%	-42 387	1 093	13%
Recettes Fiscales	1 054 655	1 172 000	1 002 787	86%	-169 213	-51 868	-5%
Rev entr et du dom	4 837	5 700	19 202	337%	13 502	14 365	297%
Drt frais adm	1 113	100	824	824%	724	-290	-26%
Amendes et condamn pec	205	100	3 368	3368%	3 268	3 163	1545%
Prod fin	23 783	22 000	25 991	118%	3 991	2 208	9%
Autres rec non fisc	6 696	2 100	765	36%	-1 335	-5 930	-89%
Rec non Fisc	36 633	30 000	50 150	167%	20 150	13 517	37%
Tot rec fisc et non fisc	1 091 288	1 202 000	1 052 937	88%	-149 063	-38 351	-4%
Recettes exceptionnelles	208 109	70 080	74 154	106%	4 074	-133 954	-64%
Remboursement prêt retrocedé	7 285	8 000	2 782	35%	-5 218	-4 503	-62%
Emprunts	25 000	111 900	100 553	90%	-11 347	75 553	302%
Dons budgétaires	0	51 200	129 578	253%	78 378	129 578	
Recettes externes	244 860	247 000	262 138	106%	15 138	17 278	7%
Total Recettes BG	1 576 542	1 690 180	1 622 142	96%	-68 038	45 601	3%
Total Recettes internes	1 331 682	1 443 180	1 360 005	94%	-83 175	28 323	2%

L'annexe I, joint au présent projet de loi de règlement, présente un état détaillé des recettes budgétaires

2. Les dépenses

2-1 Les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires ont été arrêtées, à la somme de **1 079 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative pour l'année 2009. Elles ont été portées à **1 109,4 milliards FCFA** par des ouvertures de crédits supplémentaires par décrets d'avances.

Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **1 072,45 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **97%**. Il en résulte des crédits non consommés d'un montant de **36,95 milliards FCFA**.

Par rapport à la gestion 2008, les dépenses ordinaires sont exécutées en hausse de **102,101 milliards FCFA** en valeur absolue et **11%** en valeur relative.

Ces dépenses se caractérisent par :

- Le règlement de la dette publique à hauteur de **155,915 milliards** pour une prévision de 150 milliards soit un taux d'exécution de 104 % et un dépassement de 5,915 milliards en valeur absolue. En glissement annuel, il a connu une hausse de 52,512 milliards FCFA due à l'intégration du montant brut de l'allègement de la dette PTE et IADM.
- Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **364,412 milliards** sur une prévision de **389 milliards**. Il en résulte des crédits disponibles de **24,588 milliards**. Comparé à la gestion 2008, une hausse de **2,270 milliards** est observée avec une prise en compte des glissements catégoriels et des différentes primes et indemnités accordés aux agents de l'Etat.
- Les crédits de fonctionnement ouverts par la loi de finances rectificative s'élèvent à **540 milliards FCFA**. Elles ont été portées à **570,4 milliards** suite à des d'ouvertures supplémentaires de crédits d'un montant de **30,408 milliards FCFA**. Le montant des dépenses réalisées s'élève à **552,125 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de **96,8%**. En glissement annuel, les dépenses de fonctionnement ont connu un repli de 47,319 milliards FCFA suite à la mise en œuvre d'une politique budgétaire prudente.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses.

Tableau 6: EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES ORDINAIRES

En millions de FCFA

Nature	Réalisation 2008	2009				Variation réalisation 2009/2008	
		LFR	Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	Valeur	%
Dette publique	103 404	150 000	150 000	155 916	104%	52 512	51%
Personnel	362 142	389 000	389 000	364 412	94%	2 270	1%
Fonctionnement	239 833	273 850	281 154	287 180	102%	47 348	20%
Transferts courants	264 973	266 150	289 254	264 945	92%	-28	0%
Total dépenses ordinaires	970 351	1 079 000	1 109 408	1 072 453	97%	102 101	11%

2-2 Les dépenses d'investissement

Les crédits d'investissement ouverts par la loi de finances rectificatives s'élèvent à **654,750 milliards FCFA**. Ils sont portés à **678,827 milliards de FCFA** par les reports de crédits d'investissement d'un montant de **23,108 milliards FCFA** et par les ouvertures de crédits supplémentaires d'un montant net de **0,969 milliards de FCFA**.

Ces crédits d'investissement ont été exécutés à hauteur de **631,387 milliards de FCFA** dont **369,249 milliards** sur ressources internes. Il en résulte un taux d'exécution global de **93,0%**.

Comparé à la gestion précédente, les investissements ont connu une hausse de **96,567 milliards** en valeur absolue et **18,06%** en valeur relative.

Les dépenses d'investissement dont le Trésor n'est pas comptable assignataire sont réalisées à un taux de 106%. Ce taux d'exécution élevée s'explique par l'importance des tirages sur les dons projets.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses en capital pour la gestion 2009.

Tableau 7: EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En millions de FCFA

Nature	Réalisation 2008	2009				Variation réalisation 2009/2008	
		LFR	Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	Valeur	%
Investissement exécuté par l'Etat	88 163	123 212	126 099	76 768	61%	-11 395	-13%
Transfert en capital	222 497	284 538	305 729	292 481	96%	69 984	31%
Investissement sur ressources extérieures	224 160	247 000	247 000	262 138	106%	37 978	17%
TOTAL Investissement	534 820	654 750	678 827	631 387	93%	96 567	18%

B. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ce présent projet de loi de règlement arrête les résultats des différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor, analyse les réalisations par rapport aux prévisions et donne les soldes des comptes qui doivent être reportés sur la gestion 2010 et ceux qui sont imputés aux résultats de l'année.

Le tableau ci-après donne les informations financières sur les différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 8: SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En FCFA

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	Prévisions LFR 2009		Réalisation 2009		Ecart	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Comptes d'affectation spéciale	51 410 000 000	49 410 000 000	55 135 774 667	51 183 568 957	3 725 774 667	-1 773 568 957
Comptes de Commerce	150 000 000	150 000 000	47 236 720	13 937 818	-102 763 280	136 062 182
Comptes de prêts	8 700 000 000	8 700 000 000	9 720 274 687	6 146 689 109	1 020 274 687	2 553 310 891
Comptes d'avances	800 000 000	2 800 000 000	8 046 288 535	8 130 889 480	7 246 288 535	-5 330 889 480
Comptes de garanties	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	61 060 000 000	61 060 000 000	72 949 574 609	65 475 085 364	11 889 574 609	-4 415 085 364

L'annexe III du présent projet de loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor.

C. PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

Le projet de loi de règlement constate les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie. Le résultat de ces opérations qui ne sont pas prévus dans la loi de finances, est pris en compte dans la détermination du compte de résultat de la gestion 2009 conformément à l'article 36 de la loi organique relative aux lois de finances.

Une perte nette de **2 309 477 700 FCFA** a été constatée dans la gestion des opérations de trésorerie pour la gestion 2009.

IV. Affectation des résultats et transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année 2009 qui se présente comme suit :

Le budget général :

- Un excédent des dépenses sur les recettes de l'ordre de **81 695 774 244 FCFA**.

Les comptes spéciaux du Trésor :

- Un profit constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés de **1 098 787 750 FCFA**.

Les opérations de trésorerie :

- La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie de la gestion 2009 s'élèvent à **2 309 477 700 FCFA**.

En application des dispositions de l'article 36, alinéa 3 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, le présent projet de loi propose le transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

- de l'excédent des dépenses sur les recettes du budget de la gestion 2009 soit un montant de **81 695 774 244 FCFA**, en augmentation du débit ;
- du profit de **1 098 787 750 FCFA** constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés sur la gestion 2010, en augmentation du crédit;
- de la perte de **2 309 477 700 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie, en augmentation du débit.

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement, soumis à votre approbation.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLÉE NATIONALE

XI^{ÈME} LEGISLATURE

SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2011-2012

RAPPORT

FAIT AU NOM DE

**LA COMMISSION DE L'ECONOMIE GENERALE, DES
FINANCES, DU PLAN ET DE LA COOPERATION
ECONOMIQUE**

SUR

**LE PROJET DE LOI N°02/2012 PORTANT LOI DE
RÈGLEMENT POUR LA GESTION 2009**

PAR

M. ABDOURAHMANE B.BOCOUM

RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Madame, Monsieur les Ministres,
Chers Collègues,

La Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique s'est réunie le lundi 30 janvier 2012, sous la présidence de Monsieur Seydou DIOUF, Président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 02/2012 portant loi de règlement pour la gestion 2009.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, entouré de ses principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, Monsieur le Président de la Commission a donné la parole à Monsieur le Ministre d'Etat pour la présentation du projet de loi.

Monsieur le Ministre d'Etat a informé vos Commissaires que le présent projet de loi de règlement rend compte de l'exécution des lois de finances de la gestion 2009 dont il convient de rappeler les grandes orientations.

Il a indiqué que les récentes réformes visant la suppression des pratiques d'avances de trésorerie et la limitation des reports de crédits ont marqué l'exécution budgétaire en 2009. Il s'y ajoute le ralentissement de l'activité économique qui a réduit la performance du recouvrement des recettes. Toutefois, la modernisation des régies financières et l'extension du Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Terme (CDSMT) à quatorze (14) Ministères ont atténué l'impact de cette crise.

Au plan national, le Gouvernement a été emmené à adopter une politique budgétaire prudente pour dégager assez de ressources pour les secteurs sociaux et les grands travaux d'infrastructures, en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire au Développement.

Monsieur le Ministre d'Etat a indiqué que les recettes brutes recouvrées en 2009 se sont chiffrées à **1622,1 milliards de FCFA** contre **1576,5 milliards de**

FCFA en 2008, soit une augmentation de **45,6 milliards de FCFA** en valeur absolue et de **2,9 %** en valeur relative.

Ces recettes englobent des ressources propres pour **1129,87 milliards de FCFA**, des dons budgétaires pour **129,578 milliards de FCFA** et des emprunts pour **100,553 milliards**.

S'agissant des dépenses budgétaires, Monsieur le Ministre d'Etat a affirmé qu'elles ont été exécutées à hauteur de **1703,8 milliards de FCFA** en 2009 contre **1610,2 milliards de FCFA** en 2008, soit une hausse de **93,6 milliards de FCFA** en valeur absolue et de **5,8 %** en valeur relative. Cette hausse est à rechercher dans les dépenses d'investissement qui ont progressé de **18 %** en glissement annuel. Par contre, il a été noté un repli des dépenses ordinaires de l'ordre de **2 milliards de FCFA** par rapport à la gestion 2008.

Les indicateurs de la gestion budgétaire font état du recul d'un point du taux de la pression fiscale qui est de **17 %**, égal au seuil minimal communautaire. Le ratio des investissements publics sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales qui est de **36,8 %** est appréciable car il se situe à un niveau supérieur ou égal à **20 %**.

Au total, la gestion 2009 laisse apparaître un solde budgétaire négatif. L'exécution budgétaire se résume comme suit :

A - Budget général

- Exécution des recettes : **1622,14 milliards de FCFA**
- Exécution des dépenses : **1703,849 milliards de FCFA**
- Solde d'exécution négatif : **81,70 milliards de FCFA**

Recettes fiscales :

- Prévisions : **1172 milliards de FCFA**
- Réalisations : **1002,787 milliards de FCFA**
- Taux de recouvrement : **86 %** sont des moins-values de **169,213 milliards de FCFA**

Recettes non fiscales :

- Prévisions : **30 milliards de FCFA**

- Recouvrement : **50,15 milliards de FCFA**, soit une plus-value de **20,15 milliards de FCFA**

Recettes exceptionnelles :

- Prévisions : **70,080 milliards de FCFA**
- Recouvrement : **74,154 milliards de FCFA**, soit une plus-value de **4,074 milliards de FCFA**

Taux de réalisation des emprunts extérieurs :

- Prévisions : **111,9 milliards de FCFA**
- Réalisations **100,553 milliards de FCFA**
- Ecart négatif : **11,347 milliards de FCFA**

Dépenses ordinaires :

- Réalisations : **1072,45 milliards de FCFA**
- Taux d'exécution : **97 %**
- Progression par rapport à 2008 : **102,101 milliards de FCFA**

Dépenses d'investissements :

- Réalisations : **631,387 milliards de FCFA**
- Taux de réalisations : **93 %**
- Progression par rapport à 2008 : **96,567 milliards de FCFA**

B - Comptes spéciaux du Trésor

- Exécution en recettes : **72,949 milliards de FCFA**
- Exécution en dépenses : **65,475 milliards de FCFA**
- Solde positif d'exécution : **7,474 milliards de FCFA**

C - Opérations de trésorerie

La gestion des opérations de trésorerie accuse une perte nette de **2 309 477 700 de FCFA**.

Transfert des résultats :

En vertu des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 36 de la loi n° 2001/09 du 15 octobre 2001, portant loi organique relative aux lois de finances, le présent projet de loi propose le transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

- De l'excédent de **81 695 774 244 FCFA** des dépenses sur les recettes du budget, en augmentation du débit
- Du profit de **1 098 787 750 FCFA** sur les comptes d'affectation spéciale non reportés sur la gestion 2010 en augmentation de crédits

- De la perte de **2 309 477 700 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie, en augmentation de débit.

En concluant son exposé, Monsieur le Ministre d'Etat a sollicité, au nom du Gouvernement, l'approbation par l'Assemblée nationale, des résultats de la gestion 2009.

Après l'exposé du Ministre d'Etat, vos Commissaires sont intervenus pour des plus amples explications sur les crédits sans objet alors qu'ils ont été votés par le Parlement, les intérêts sur les dépôts particuliers et sur les décrets d'avances pour lesquels l'Assemblée nationale dispose d'un pouvoir de ratification à la plus prochaine loi de finances.

Répondant à ces questions, Monsieur le Ministre d'Etat a signalé, qu'au plan pratique, on ouvre des crédits pour des faits urgents et prioritaires. Il faut, sans modifier l'équilibre de la dépense, annuler certaines dépenses et les remplacer par d'autres, dans le cadre des décrets d'avances.

Les intérêts en gestion sont ceux payés à la caisse des dépôts et consignation qui avait prêté les sommes. On rémunère les dépôts au lieu de transférer les fonds dans les banques.

Satisfaits des réponses apportées par Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi n°02/2012 portant loi de règlement pour la gestion 2009. Ils vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève, de votre part, aucune objection majeure.



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

XI^{ÈME} LÉGISLATURE

N°02/2012

Loi portant loi de règlement pour la gestion 2009

= - = - = - = - = - =

L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du mercredi 1^{er} février 2012, la loi provisoire dont la teneur suit :

III. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2009.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2009

Les résultats définitifs des lois de finances de l'année 2009 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

Situation d'exécution du budget

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes dont le Trésor est comptable assignataire	1 360 005 615 360			
recettes fiscales	1 002 787 903 012	Titre 1: dette publique	155 915 502 082	
recettes non fiscales	50 150 227 373	Titre 2: Personnel	364 411 820 738	
Recettes exceptionnelles	74 154 395 446	Titre3: Fonctionnement	287 180 462 564	
Remboursements prêts rétrocédés	2 781 974 128	Titre4: Autres transferts courants	264 944 881 221	
Dons budgétaires	129 578 093 735	Titre5: Investissement exécutés par l'Etat	76 767 799 325	
Emprunts	100 553 021 666	Titre6: transfert en capital	292 480 923 674	
Total recettes hors dons	1 230 427 521 625			
Total recettes hors dons et emprunts	1 129 874 499 959	dépenses hors dons et emprunts	1 441 701 389 604	-311 826 889 645
A2 Recettes dont le Trésor n'est pas comptable assignataire				
	262 137 878 030			
Dons projets et legs	134 451 264 393	Invest sur dons projets et legs	134 451 264 393	
Tirages sur emprunts projets	127 686 613 637	Invest sur emprunts projets	127 686 613 637	
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL (A)	1 622 143 493 390	Total dépenses	1 703 839 267 634	-81 695 774 244
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	72 949 574 609		65 475 085 364	7 474 489 245
TOTAL GENERAL RECETTES	1 695 093 067 999	TOTAL GENERAL DEPENSES	1 769 314 352 998	-74 221 284 999

II.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

Les recettes brutes du budget général pour la gestion 2009 sont arrêtées à 1 622 143 493 390 FCFA.

II.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

ARTICLE 3

Le montant définitif des dépenses ordonnancées du budget général pour la gestion 2009 est arrêté à 1 703 839 267 634 FCFA.

II.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 4

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **72 949 574 609 FCFA**. Le tableau qui suit répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Tableau 17: Recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2009

Type de compte	En FCFA
Recettes encaissées	
Comptes d'affectation spéciale	55 135 774 667
Comptes de commerce	47 236 720
Comptes de prêts	9 720 274 687
Comptes d'avances	8 046 288 535
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	72 949 574 609

II.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 5

Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **65 475 085 364 FCFA**. Le tableau qui suit répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Dépenses des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2009

Type de compte	En FCFA
Dépenses ordonnancées	
Comptes d'affectation spéciale	51 183 568 957
Comptes de commerce	13 937 818
Comptes de prêts	6 146 689 109
Comptes d'avances	8 130 889 480
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	65 475 085 364

III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET GENERAL

III.1 : Ouverture de crédits complémentaires

ARTICLE 6

Il est ouvert, au titre de la gestion 2009, des crédits complémentaires d'un montant de **40 840 028 392 FCFA** ainsi répartis :

Ouverture des crédits complémentaires du budget général

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre 1 Dette publique	5 915 502 082
Titre 2 Personnel	11 468 206 122
Titre 3 Fonctionnement	23 456 320 188
Titre 4 Transfert courant	-
Titre 5 Dépenses en capital	-
Titre 6 Transfert en capital	-
Crédits complémentaires à ouvrir	40 840 028 392

III.2 : Annulation de crédits**ARTICLE 7**

Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2010 d'un montant total de **118 399 344 464 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2009 conformément au détail ci-après :

Annulation de crédits non consommés par titre

En FCFA

TITRES	CREDITS A ANNULER
Titre 2 Personnel	36 056 385 384
Titre 3 Fonctionnement	17 430 193 294
Titre 4 Transfert courant	24 309 253 400
Titre 5 Dépenses d'invst	49 330 767 521
Titre 6: Transfert en capital	13 247 744 865
TOTAL (1)	140 374 344 464
Report de crédits de la gestion 2009 (2)	21 975 000 000
Titre 5	19 112 000 000
Titre 6	2 863 000 000
Crédits à annuler (3) = (1) - (2)	118 399 344 464

IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES CST**ARTICLE 8**

Les crédits non consommés d'un montant de **6 824 723 364 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Il est ouvert, au titre de la gestion 2009, des crédits complémentaires d'un montant de **11 239 808 728 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Ajustement des comptes spéciaux du Trésor

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	Prévisions	Dépenses réalisées	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	49 410 000 000	51 108 919 248	3 108 919 248	1 335 350 291
Comptes de Commerce	150 000 000	13 937 818		136 062 182
Comptes de prêts	8 700 000 000	6 146 689 109		2 553 310 891
Comptes d'avances	2 800 000 000	8 130 889 480	8 130 889 480	2 800 000 000
Comptes de garanties	0	0		
TOTAUX	61 060 000 000	65 400 435 655	11 239 808 728	6 824 723 364

V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT POUR LA GESTION 2009**ARTICLE 9**

Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2009 se présente conformément au tableau qui suit:

Budget Général	
Recettes	1 622 143 493 390
Dépenses	1 703 839 267 634
Excédents des dépenses sur les recettes	81 695 774 244
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	1 098 787 750
Pertes	-
Profits nets	1 098 787 750
Pertes et Profits sur opérations de trésorerie	
Crédits	-
Débets	2 309 477 700
Perte nette	2 309 477 700

V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2009**ARTICLE 10**

Le résultat du budget général pour l'année 2009 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 1 622 143 493 390 FCFA
- dépenses : 1 703 839 267 634 FCFA
- **excédent des dépenses sur les recettes : 81 695 774 244 FCFA. »**

V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**ARTICLE 11**

Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2009 est définitivement arrêté comme suit :

- Profits 1 098 787 750 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 1 098 787 750 FCFA.**

L'origine des profits sur les comptes spéciaux du Trésor est donnée au tableau en **annexes III** de la présente loi. »

V.3 : PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE**ARTICLE 12**

La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie est arrêtée au 31 décembre 2009 à la somme de **2 309 477 700 FCFA** détaillée dans le tableau ci-après :

Compte de résultat de la gestion 2009

N° Compte	Intitulés	Débets	Crédits	Pertes
470.112.15	Intérêts sur dépôts particuliers	2 251 406 186		2 251 406 186
479.1	Frais de poursuite	58 071 514		58 071 514
Totaux		2 309 477 700	0	2 309 477 700

V. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2009 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRÉSOR**ARTICLE 13**

- Le solde débiteur du budget général d'un montant de **81 695 774 244 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.
- Les soldes créateurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2009, d'un montant cumulé de **1 098 787 750 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- La perte nette d'un montant de **2 309 477 700 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie, est transférée en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor. »

Dakar, le 1^{er} février 2012

Le Président de séance



ANNEXE 1

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES 2009

Art. Parag.	Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative	Recouvrement
71	RECETTES INTERNES			
	RECETTES FISCALES			
	IMPOTS DIRECTS			
71 1	Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	144 600 000 000	120 200 000 000	90 695 925 329
71 2	Impôts sur les salaires et autres rémunérations	170 400 000 000	171 100 000 000	144 290 307 769
71 3	Impôts sur le patrimoine	20 000 000 000	18 700 000 000	22 527 864 457
71 4	Autres impôts directs	2 700 000 000	2 700 000 000	763 843 348
	Total impôts directs	337 700 000 000	312 700 000 000	258 277 940 903
	IMPOTS INDIRECTS			
71 5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	689 600 000 000	594 800 000 000	549 233 013 202
71 6	Droits de timbre et d'enregistrement	33 500 000 000	41 700 000 000	24 141 998 609
71 7	Droits et taxes à l'importation	189 000 000 000	170 600 000 000	161 321 554 560
71 9	Autres recettes fiscales	52 200 000 000	52 200 000 000	9 813 395 738
	Total impôts indirects	964 300 000 000	859 300 000 000	744 509 962 109
71	TOTAL RECETTES FISCALES	1 302 000 000 000	1 172 000 000 000	1 002 787 903 012
72	RECETTES NON FISCALES			
72 1	Revenu de l'entreprise et du domaine	4 300 000 000	5 700 000 000	19 202 059 445
72 2	Droits et frais administratifs	800 000 000	100 000 000	823 516 656
72 3	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	3 367 993 920
72 4	Produits financiers	26 800 000 000	22 000 000 000	25 991 299 580
72 9	Autres recettes non fiscales	3 000 000 000	2 100 000 000	765 357 772
72	TOTAL RECETTES NON FISCALES	35 000 000 000	30 000 000 000	50 150 227 373
71-72	TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 337 000 000 000	1 202 000 000 000	1 052 938 130 385
74	Dons budgétaires	18 600 000 000	51 200 000 000	129 578 093 735
76	Recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM)	70 080 000 000	70 080 000 000	74 154 395 446
29	Remboursement de prêts rétrocédés	8 000 000 000	8 000 000 000	2 781 974 128
0176	Emprunts	61 810 000 000	111 900 000 000	100 553 021 666
74-76-29	TOTAL AUTRES RECETTES	158 490 000 000	241 180 000 000	307 067 484 975
71-72-74-76-29	TOTAL RECETTES INTERNES	1 495 490 000 000	1 443 180 000 000	1 360 005 615 360
	RECETTES EXTERNES			
12	Dons projets et legs	126 375 000 000	130 844 000 000	0
15	Tirages sur dons et emprunts projets	133 625 000 000	116 156 000 000	0
16	Emprunts programmes	0	0	0
74	Dons programmes	0	0	0
12-15-74	TOTAL RECETTES EXTERNES	260 000 000 000	247 000 000 000	0
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	1 755 490 000 000	1 690 180 000 000	1 360 005 615 360

ANNEXE 2

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2009

SECTION	LFI	LFR	MODIFICATIO NS	OUVERTURE/ Annulations	REPORT	DOTATION	DOTATION SUR RESS INTERNES	CREDITS_ORD ONNANCE	DISPO/DEPAS
10 - Dette Publique									
1	150 000 000 000	150 000 000 000				150 000 000 000	150 000 000 000	155 915 502 082	-5 915 502 082
Total	150 000 000 000	150 000 000 000	0	0	0	150 000 000 000	150 000 000 000	155 915 502 082	-5 915 502 082
Institutions						0			
21 - Présidence de la République						0			
Titre 2: Personnel	3 984 032 540	4 096 539 260				4 096 539 260	4 096 539 260	4 121 134 420	-24 595 160
Titre 3: Fonctionnement	9 235 171 000	12 411 478 778	7 193 507 315			19 604 986 093	19 604 986 093	17 735 000 300	1 869 985 793
Titre 4: Transferts courants	13 058 474 000	13 375 958 000	8 505 697 224			21 881 655 224	21 881 655 224	20 662 655 224	1 219 000 000
Total dépenses ordinaires	26 277 677 540	29 883 976 038	15 699 204 539	0	0	45 583 180 577	45 583 180 577	42 518 789 944	3 064 390 633
Titre 5: Invest exécutés/Etat	12 059 000 000	8 903 184 000		750 000 000	8 815 494	9 661 999 494	1 117 999 494	1 002 894 513	115 104 981
Titre 6: Transferts en capital	26 205 000 000	66 275 000 000		8 542 949 737	749 395 000	75 567 344 737	75 567 344 737	75 143 949 737	423 395 000
Total investissements	38 264 000 000	75 178 184 000	0	9 292 949 737	758 210 494	85 229 344 231	76 685 344 231	76 146 844 250	538 499 981
Total section	64 541 677 540	105 062 160 038	15 699 204 539	9 292 949 737	758 210 494	130 812 524 808	122 268 524 808	118 665 634 194	3 602 890 614
22 - Assemblée Nationale									
Titre 2: Personnel	6 294 381 860	6 294 381 860				6 294 381 860	6 294 381 860	6 294 381 860	0
Titre 3: Fonctionnement	7 528 750 000	7 528 750 000				7 528 750 000	7 528 750 000	7 528 750 000	0
Titre 4: Transferts courants	96 800 000	96 800 000				96 800 000	96 800 000	96 800 000	0
Total dépenses ordinaires	13 919 931 860	13 919 931 860	0	0	0	13 919 931 860	13 919 931 860	13 919 931 860	0
Titre 6: Transferts en capital	500 000 000	500 000 000			500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000
Total investissements	500 000 000	500 000 000	0	0	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000
Total section	14 419 931 860	14 419 931 860	0	0	500 000 000	14 919 931 860	14 919 931 860	14 419 931 860	500 000 000
23 - Commission Electorale Nationale Autonome							0		
Titre 4: Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 497 000 000			2 897 000 000	2 897 000 000	2 897 000 000	0
Total dépenses ordinaires	1 400 000 000	1 400 000 000	1 497 000 000	0	0	2 897 000 000	2 897 000 000	2 897 000 000	0
24 - Conseil Economique et social							0		
Titre 2: Personnel	0	300 000 000				300 000 000	300 000 000	300 000 000	0
Titre 3: Fonctionnement	0	857 508 000				857 508 000	857 508 000	857 508 000	0
Total dépenses ordinaires	0	1 157 508 000	0	0	0	1 157 508 000	1 157 508 000	1 157 508 000	0
25 - Conseil Constitutionnel							0		0
Titre 2: Personnel	127 704 800	127 704 800				127 704 800	127 704 800	121 686 502	6 018 298

Août 2011

Lai de règlement gestion 2009

Titre 3: Fonctionnement	73 761 000	73 761 000				73 761 000	73 761 000	59 205 600	14 555 400
Total dépenses ordinaires	201 465 800	201 465 800	0	0	0	201 465 800	201 465 800	180 892 102	20 573 698
27 - Cour Suprême							0		
Titre 2: Personnel	918 030 400	918 030 400				918 030 400	918 030 400	646 768 618	271 261 782
Titre 3: Fonctionnement	224 148 000	236 262 860				236 262 860	236 262 860	217 695 673	18 567 187
Titre 4: Transferts courants	2 100 000	2 100 000				2 100 000	2 100 000	500 036	1 599 964
Total dépenses ordinaires	1 144 278 400	1 156 393 260	0	0	0	1 156 393 260	1 156 393 260	864 964 327	291 428 933
28 - Cour des Comptes							0		
Titre 2: Personnel	702 340 520	702 340 520				702 340 520	702 340 520	689 422 676	12 917 844
Titre 3: Fonctionnement	314 250 000	324 860 262				324 860 262	324 860 262	242 605 324	82 254 938
Total dépenses ordinaires	1 016 590 520	1 027 200 782	0	0	0	1 027 200 782	1 027 200 782	932 028 000	95 172 782
Titre 5: invest exécutés/Etat	2 125 000 000	2 125 000 000				2 125 000 000	2 125 000 000	0	2 125 000 000
Total investissements	2 125 000 000	2 125 000 000	0	0	0	2 125 000 000	2 125 000 000	0	2 125 000 000
Total section	3 141 590 520	3 152 200 782	0	0	0	3 152 200 782	3 152 200 782	932 028 000	2 220 172 782
29 - Sénat							0		
Titre 2: Personnel	3 062 777 000	3 062 777 000				3 062 777 000	3 062 777 000	3 062 777 000	0
Titre 3: Fonctionnement	2 445 805 000	2 445 805 000				2 445 805 000	2 445 805 000	2 445 805 000	0
Total dépenses ordinaires	5 508 582 000	5 508 582 000	0	0	0	5 508 582 000	5 508 582 000	5 508 582 000	0
Titre 6: Transferts en capital	2 300 000 000	0				0	0	0	
Total investissements	2 300 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total section	7 808 582 000	5 508 582 000	0	0	0	5 508 582 000	5 508 582 000	5 508 582 000	0
Total dépenses ordinaires hors dette publique	49 468 526 120	54 255 057 740	17 196 204 539	0	0	71 451 262 279	71 451 262 279	67 979 696 233	3 471 566 046
Total investissements	43 189 000 000	77 803 184 000	0	9 292 949 737	1 258 210 494	88 354 344 231	79 810 344 231	76 646 844 250	3 163 499 981
Total institutions	92 657 526 120	132 058 241 740	17 196 204 539	9 292 949 737	1 258 210 494	159 805 606 510	151 261 606 510	144 626 540 483	6 635 066 027
Moyens des services									
I - / CTION ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE									
30 - Primature									
Titre 2: Personnel	1 453 340 180	1 453 340 180				1 453 340 180	1 453 340 180	2 886 404 245	-1 433 064 065
Titre 3: Fonctionnement	3 985 359 000	4 054 353 841	22 000 000	217 000 000		4 293 353 841	4 293 353 841	3 692 089 249	601 264 592
Titre 4: Transferts courants	4 334 979 000	4 334 979 000	77 700 000	-217 000 000		4 195 679 000	4 195 679 000	3 830 995 000	364 684 000
Total dépenses ordinaires	9 773 678 180	9 842 673 021	99 700 000	0	0	9 942 373 021	9 942 373 021	10 409 488 494	-467 115 473
Titre 5: Invest exécutés/Etat	15 864 000 000	15 309 000 000		-97 000 000	85 000 000	15 297 000 000	1 658 000 000	1 218 514 609	439 485 391
Titre 6: Transferts en capital	5 259 000 000	4 695 000 000		1 763 200 000	586 000 000	7 044 200 000	7 044 200 000	6 458 200 000	586 000 000
Total investissements	21 123 000 000	20 004 000 000	0	1 666 200 000	671 000 000	22 341 200 000	8 702 200 000	7 676 714 609	1 025 485 391
Total section	30 896 678 180	29 846 673 021	99 700 000	1 666 200 000	671 000 000	32 283 573 021	18 644 573 021	18 086 203 103	558 369 918

31 - Ministère des Affaires Etrangères							0		
Titre 2: Personnel	16 457 535 680	16 457 535 680				16 457 535 680	16 457 535 680	12 513 157 914	3 944 377 766
Titre 3: Fonctionnement	13 718 313 558	14 132 420 835	136 217 655			14 268 638 490	14 268 638 490	21 397 593 418	-7 128 954 928
Titre 4: Transferts courants	4 958 636 000	4 958 636 000				4 958 636 000	4 958 636 000	3 954 007 862	1 004 628 138
Total dépenses ordinaires	35 134 485 238	35 548 592 515	136 217 655	0	0	35 684 810 170	35 684 810 170	37 864 759 194	-2 179 949 024
Titre 5: Invest exécutés/Etat	10 231 000 000	4 240 456 000			2 368 123 621	6 608 579 621	6 608 579 621	2 118 675 662	4 489 903 959
Titre 6: Transferts en capital	235 000 000	235 000 000				235 000 000	235 000 000	235 000 000	0
Total investissements	10 466 000 000	4 475 456 000	0	0	2 368 123 621	6 843 579 621	6 843 579 621	2 353 675 662	4 489 903 959
Total section	45 600 485 238	40 024 048 515	136 217 655	0	2 368 123 621	42 528 389 791	42 528 389 791	40 218 434 856	2 309 954 935
32 - Ministère des Forces Armées							0		
Titre 2: Personnel	61 259 778 220	61 259 778 220				61 259 778 220	61 259 778 220	66 033 419 805	-4 773 641 585
Titre 3: Fonctionnement	20 760 926 000	20 973 926 268	205 439 340			21 179 365 608	21 179 365 608	20 236 821 672	942 543 936
Titre 4: Transferts courants	2 307 279 000	2 307 279 000				2 307 279 000	2 307 279 000	2 307 279 000	0
Total dépenses ordinaires	84 327 983 220	84 540 983 488	205 439 340	0	0	84 746 422 828	84 746 422 828	88 577 520 477	-3 831 097 649
Titre 5: Invest exécutés/Etat	16 202 000 000	12 813 443 000		-997 000 000	866 619 500	12 683 062 500	12 683 062 500	7 663 630 138	5 019 432 362
Titre 6: Transferts en capital	907 000 000	757 000 000		0		757 000 000	757 000 000	757 000 000	0
Total investissements	17 109 000 000	13 570 443 000	0	-997 000 000	866 619 500	13 440 062 500	13 440 062 500	8 420 630 138	5 019 432 362
Total section	101 436 983 220	98 111 426 488	205 439 340	-997 000 000	866 619 500	98 186 485 328	98 186 485 328	96 998 150 615	1 188 334 713
33 - Ministère de l'Intérieur							0		
Titre 2: Personnel	22 909 667 320	24 297 788 420				24 297 788 420	24 297 788 420	27 383 256 669	-3 085 468 249
Titre 3: Fonctionnement	11 540 098 800	12 730 563 661	215 342 734			12 945 906 395	12 945 906 395	11 469 430 373	1 476 476 022
Titre 4: Transferts courants	0	17 326 676 000				17 326 676 000	17 326 676 000	17 276 676 000	50 000 000
Total dépenses ordinaires	34 449 766 120	54 355 028 081	215 342 734	0	0	54 570 370 815	54 570 370 815	56 129 363 042	-1 558 992 227
Titre 5: Invest exécutés/Etat	6 601 630 000	20 439 630 000		-319 000 000	1 428 571 376	21 549 201 376	7 839 201 376	5 272 910 725	2 566 290 651
Titre 6: Transferts en capital	0	15 640 046 000	2 000 000 000	416 000 000	519 046 460	18 575 092 460	18 575 092 460	18 056 046 161	519 046 299
Total investissements	6 601 630 000	36 079 676 000	2 000 000 000	97 000 000	1 947 617 836	40 124 293 836	26 414 293 836	23 328 956 886	3 085 336 950
Total section	41 051 396 120	90 434 704 081	2 215 342 734	97 000 000	1 947 617 836	94 694 664 651	80 984 664 651	79 458 319 928	1 526 344 723
34 - Ministère de la Justice et Garde des Sceaux							0		0
Titre 2: Personnel	15 036 426 680	15 036 426 680				15 036 426 680	15 036 426 680	14 472 435 714	563 990 966
Titre 3: Fonctionnement	6 372 809 000	6 438 822 202	450 000 000			6 888 822 202	6 888 822 202	5 602 191 960	1 286 630 242
Titre 4: Transferts courants	885 700 000	885 700 000				885 700 000	885 700 000	792 979 000	92 721 000
Total dépenses ordinaires	22 294 935 680	22 360 948 882	450 000 000	0	0	22 810 948 882	22 810 948 882	20 867 606 674	1 943 342 208
Titre 5: Invest exécutés/Etat	4 411 000 000	2 661 000 000				2 661 000 000	2 661 000 000	353 853 876	2 307 146 124
Titre 6: Transferts en capital	0	1 000 000 000				1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0
Total investissements	4 411 000 000	3 661 000 000	0	0	0	3 661 000 000	3 661 000 000	1 353 853 876	2 307 146 124

Total section	26 705 935 680	26 021 948 882	450 000 000	0	0	26 471 948 882	26 471 948 882	22 221 460 550	4 250 488 332
35 - Min Fonction Publi, Travail et Organi Profess							0		
Titre 2: Personnel	1 414 565 020	1 414 565 020				1 414 565 020	1 414 565 020	1 471 727 619	-57 162 599
Titre 3: Fonctionnement	424 230 000	659 389 060	108 534 500			767 923 560	767 923 560	597 861 352	170 062 208
Titre 4: Transferts courants	1 218 629 000	1 218 629 000				1 218 629 000	1 218 629 000	1 218 628 039	961
Total dépenses ordinaires	3 057 424 020	3 292 583 080	108 534 500	0	0	3 401 117 580	3 401 117 580	3 288 217 010	112 900 570
Titre 5: Invest exécutés/Etat	809 000 000	462 000 000		-18 000 000	29 348 243	473 348 243	473 348 243	404 678 433	68 669 810
Titre 6: Transferts en capital	235 000 000	235 000 000		0		235 000 000	235 000 000	235 000 000	0
Total investissements	1 044 000 000	697 000 000	0	-18 000 000	29 348 243	708 348 243	708 348 243	639 678 433	68 669 810
Total section	4 101 424 020	3 989 583 080	108 534 500	-18 000 000	29 348 243	4 109 465 823	4 109 465 823	3 927 895 443	181 573 380
36 - Ministère des Affaires sociales et des relations avec les Institutions							0		
Titre 2: Personnel	0	47 094 920				47 094 920	47 094 920	137 585 576	-90 490 656
Titre 3: Fonctionnement	0	155 183 166				155 183 166	155 183 166	137 205 292	17 977 874
Total dépenses ordinaires	0	202 278 086	0	0	0	202 278 086	202 278 086	274 790 868	-72 512 782
Titre 5: Invest exécutés/Etat	0	25 000 000	163 000 000			188 000 000	188 000 000	179 627 393	8 372 607
Titre 6: Transferts en capital			245 000 000	-100 000 000		145 000 000	145 000 000	145 000 000	0
Total investissements	0	25 000 000	408 000 000	-100 000 000	0	333 000 000	333 000 000	324 627 393	8 372 607
Total section	0	227 278 086	408 000 000	-100 000 000	0	535 278 086	535 278 086	599 418 261	-64 140 175
39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur							0		
Titre 2: Personnel	785 851 000	321 659 660				321 659 660	321 659 660	186 756 817	134 902 843
Titre 3: Fonctionnement	380 254 760	232 395 417	50 000 000			282 395 417	282 395 417	196 448 715	85 946 702
Titre 4: Transferts courants	609 250 000	61 474 000				61 474 000	61 474 000	61 474 000	0
Total dépenses ordinaires	1 775 355 760	615 529 077	50 000 000	0	0	665 529 077	665 529 077	444 679 532	220 849 545
Titre 5: Invest exécutés/Etat	728 000 000	102 824 000				102 824 000	102 824 000	95 606 004	7 217 996
Titre 6: Transferts en capital	650 000 000	250 000 000				250 000 000	250 000 000	250 000 000	0
Total investissements	1 378 000 000	352 824 000	0	0	0	352 824 000	352 824 000	345 606 004	7 217 996
Total section	3 153 355 760	968 353 077	50 000 000	0	0	1 018 353 077	1 018 353 077	790 285 536	228 067 541
Total Action Administrative Générale	252 946 258 218	289 624 015 230	3 673 234 229	648 200 000	5 882 709 200	299 828 158 659	272 479 158 659	262 300 168 292	10 178 990 367
Dépenses ordinaires	190 813 628 218	210 758 616 230	1 265 234 229	0	0	212 023 850 459	212 023 850 459	217 856 425 291	-5 832 574 832
Dépenses d'investissement	62 132 630 000	78 865 399 000	2 408 000 000	648 200 000	5 882 709 200	87 804 308 200	60 455 308 200	44 443 743 001	16 011 565 199
II - ACTION ECONOMIQUE							0		
40 - Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et des							0		

Transports Maritimes									
Titre 2: Personnel	1 481 152 720	1 481 152 720				1 481 152 720	1 481 152 720	1 323 942 453	157 210 267
Titre 3: Fonctionnement	750 424 000	821 176 882	-500 000			820 676 882	820 676 882	562 382 049	258 294 833
Titre 4: Transferts courants	71 600 000	175 069 000				175 069 000	175 069 000	114 995 000	60 074 000
Total dépenses ordinaires	2 303 176 720	2 477 398 602	-500 000	0	0	2 476 898 602	2 476 898 602	2 001 319 502	475 579 100
Titre 5: Invest exécutés/Etat	11 552 000 000	10 532 454 000		-500 000 000	1 873 587	10 034 327 587	3 902 327 587	3 247 207 467	655 120 120
Titre 6: Transferts en capital	2 722 000 000	3 602 000 000		-3 000 000 000		602 000 000	602 000 000	602 000 000	0
Total investissements	15 274 000 000	14 134 454 000	0	-3 500 000 000	1 873 587	10 636 327 587	4 504 327 587	3 849 207 467	655 120 120
Total section	17 577 176 720	16 611 852 602	-500 000	-3 500 000 000	1 873 587	13 113 226 189	6 981 226 189	5 850 526 969	1 130 699 220
41 - Ministère de la Coopération Internationale de l'Aménagement du Territoire, des Transports Aériens et des Infrastructures									
Titre 2: Personnel	1 091 774 560	980 082 940				980 082 940	980 082 940	694 923 765	285 159 175
Titre 3: Fonctionnement	602 232 000	722 062 455				722 062 455	722 062 455	683 415 700	38 646 755
Titre 4: Transferts courants	200 000 000	200 000 000	83 153 400			283 153 400	283 153 400	283 153 400	0
Total dépenses ordinaires	1 894 006 560	1 902 145 395	83 153 400	0	0	1 985 298 795	1 985 298 795	1 661 492 865	323 805 930
Titre 5: Invest exécutés/Etat	63 448 000 000	60 920 230 000			7 036 171	60 927 266 171	190 266 171	114 191 379	76 074 792
Titre 6: Transferts en capital	74 787 000 000	63 124 000 000		-6 740 000 000		56 384 000 000	56 384 000 000	56 184 000 000	200 000 000
Total investissements	138 235 000 000	124 044 230 000	0	-6 740 000 000	7 036 171	117 311 266 171	56 574 266 171	56 298 191 379	276 074 792
Total section	140 129 006 560	125 946 375 395	83 153 400	-6 740 000 000	7 036 171	119 296 564 966	58 559 564 966	57 959 684 244	599 880 722
42 - Ministère Agriculture et de la Pisciculture									
Titre 2: Personnel	3 053 332 760	3 053 332 760				3 053 332 760	3 053 332 760	3 402 634 255	-349 301 495
Titre 3: Fonctionnement	1 471 839 000	1 528 917 015	-18 965 000			1 509 952 015	1 509 952 015	1 328 157 557	181 794 458
Titre 4: Transferts courants	5 121 317 000	5 121 317 000				5 121 317 000	5 121 317 000	5 121 317 000	0
Total dépenses ordinaires	9 646 488 760	9 703 566 775	-18 965 000	0	0	9 684 601 775	9 684 601 775	9 852 108 812	-167 507 037
Titre 5: Invest exécutés/Etat	37 385 000 000	37 137 013 000		-873 699 737	416 123 023	36 679 436 286	3 890 436 286	2 824 603 665	1 065 832 621
Titre 6: Transferts en capital	35 865 000 000	35 119 513 000		27 536 200 000	969 628 555	63 625 341 555	63 625 341 555	62 455 713 102	1 169 628 453
Total investissements	73 250 000 000	72 256 526 000	0	26 662 500 263	1 385 751 578	100 304 777 841	67 515 777 841	65 280 316 767	2 235 461 074
Total section	82 896 488 760	81 960 092 775	-18 965 000	26 662 500 263	1 385 751 578	109 989 379 616	77 200 379 616	75 132 425 579	2 067 954 037
43 - Ministère de l'Economie et des Finances									
Titre 2: Personnel	16 972 776 860	16 972 776 860				16 972 776 860	16 972 776 860	17 781 854 737	-809 077 877
Titre 3: Fonctionnement	7 062 969 280	7 755 235 355	707 332 040			8 462 567 395	8 462 567 395	6 351 133 965	2 111 433 430
Titre 4: Transferts courants	3 240 480 000	3 690 480 000				3 690 480 000	3 690 480 000	3 690 480 000	0
Total dépenses ordinaires	27 276 226 140	28 418 492 215	707 332 040	0	0	29 125 824 255	29 125 824 255	27 823 468 702	1 302 355 553

Titre 5: Invest exécutés/Etat	31 486 970 000	26 912 549 000		-5 816 750 000	4 155 903 698	25 251 702 698	23 247 702 698	15 725 508 572	7 522 194 126
Titre 6: Transferts en capital	24 765 900 000	19 505 208 000	-2 000 000 000	-9 955 000 000	1 381 231 787	8 931 439 787	8 931 439 787	5 890 764 674	3 040 675 113
Total investissements	56 252 870 000	46 417 757 000	-2 000 000 000	-15 771 750 000	5 537 135 485	34 183 142 485	32 179 142 485	21 616 273 246	10 562 869 239
Total section	33 529 096 140	74 836 249 215	-1 292 667 960	-15 771 750 000	5 537 135 485	63 308 966 740	61 304 966 740	49 439 741 948	11 865 224 792
44 - Ministère de l'Industrie, des Mines, de la Transformation Alimentaire des Produits agricoles et des PME									
Titre 2: Personnel	491 331 880	491 331 880				491 331 880	491 331 880	486 116 213	5 215 667
Titre 3: Fonctionnement	307 312 000	403 299 948				403 299 948	403 299 948	234 939 501	168 360 447
Titre 4: Transferts courants	1 532 137 000	1 532 137 000				1 532 137 000	1 532 137 000	1 527 137 000	5 000 000
Total dépenses ordinaires	2 330 780 880	2 426 768 828	0	0	0	2 426 768 828	2 426 768 828	2 248 192 714	178 576 117
Titre 5: Invest exécutés/Etat	7 948 000 000	7 698 493 000		-450 000 000	25 992 931	7 274 485 931	908 485 931	742 169 238	166 316 693
Titre 6: Transferts en capital	3 567 000 000	3 258 250 000		350 000 000		3 608 250 000	3 608 250 000	3 508 250 000	100 000 000
Total investissements	11 515 000 000	10 956 743 000	0	-100 000 000	25 992 931	10 882 735 931	4 516 735 931	4 250 419 238	266 316 693
Total section	13 845 780 880	13 383 511 828	0	-100 000 000	25 992 931	13 309 504 759	6 943 504 759	6 498 611 952	444 892 807
45 - Ministère du Commerce									
Titre 2: Personnel	1 280 613 780	1 280 613 780				1 280 613 780	1 280 613 780	1 290 731 886	-10 118 106
Titre 3: Fonctionnement	424 810 000	452 229 752	60 000 000			512 229 752	512 229 752	465 194 898	47 034 854
Titre 4: Transferts courants	814 620 000	814 620 000				814 620 000	814 620 000	814 620 000	0
Total dépenses ordinaires	2 520 043 780	2 547 463 532	60 000 000	0	0	2 607 463 532	2 607 463 532	2 570 546 784	36 916 748
Titre 5: Invest exécutés/Etat	200 000 000	100 000 000		-25 000 000		75 000 000	75 000 000	49 298 000	25 702 000
Titre 6: Transferts en capital	2 340 000 000	290 000 000				290 000 000	290 000 000	290 000 000	0
Total investissements	2 540 000 000	390 000 000	0	-25 000 000	0	365 000 000	365 000 000	339 298 000	25 702 000
Total section	5 060 043 780	2 937 463 532	60 000 000	-25 000 000	0	2 972 463 532	2 972 463 532	2 909 844 784	62 618 748
46 - Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement									
Titre 2: Personnel	1 770 074 640	1 896 781 620				1 896 781 620	1 896 781 620	2 130 150 039	-233 368 419
Titre 3: Fonctionnement	1 384 876 000	1 740 990 374				1 740 990 374	1 740 990 374	1 455 659 840	285 330 534
Titre 4: Transferts courants	300 000 000	355 000 000	-300 000 000			55 000 000	55 000 000	55 000 000	0
Total dépenses ordinaires	3 454 950 640	3 992 771 994	-300 000 000	0	0	3 692 771 994	3 692 771 994	3 640 809 879	51 962 115
Titre 5: Invest exécutés/Etat	9 447 000 000	29 394 412 000	0	-1 299 000 000	2 851 857 555	30 947 269 555	10 661 269 555	4 736 806 409	5 924 463 146
Titre 6: Transferts en capital	34 027 000 000	33 087 000 000	0	-8 500 000 000	10 000 000	24 597 000 000	24 597 000 000	24 587 000 000	10 000 000
Total investissements	43 474 000 000	62 481 412 000	0	-9 799 000 000	2 861 857 555	55 544 269 555	35 258 269 555	29 323 806 409	5 934 463 146
Total section	46 928 950 640	66 474 183 994	-300 000 000	-9 799 000 000	2 861 857 555	59 237 041 549	38 951 041 549	32 964 616 288	5 986 425 261
47 - Ministère de l'Energie et									
							0		

des Biocaburants									
Titre 2: Personnel	192 403 040	206 955 020				206 955 020	206 955 020	134 416 552	72 538 468
Titre 3: Fonctionnement	151 841 000	284 598 471	-6 750 000			277 848 471	277 848 471	231 204 939	46 643 532
Titre 4: Transferts courants	20 000 000	20 000 000				20 000 000	20 000 000	20 000 000	0
Total dépenses ordinaires	364 244 040	511 553 491	-6 750 000	0	0	504 803 491	504 803 491	385 621 491	119 182 000
Titre 5: Invest exécutés/Etat	18 912 000 000	20 041 312 000	-88 889 990	-4 000 000	8 212 145	19 956 634 155	3 197 634 155	3 106 001 045	91 633 110
Titre 6: Transferts en capital	7 518 000 000	8 331 000 000		-1 000 000 000		7 331 000 000	7 331 000 000	7 038 000 000	293 000 000
Total investissements	26 430 000 000	28 372 312 000	-88 889 990	-1 004 000 000	8 212 145	27 287 634 155	10 528 634 155	10 144 001 045	384 633 110
Total section	26 794 244 040	28 883 865 491	-95 639 990	-1 004 000 000	8 212 145	27 792 437 646	11 033 437 646	10 529 622 536	503 815 110
48 - Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Coopération décentralisée							0		
Titre 2: Personnel	405 075 120	0				0	0	0	0
Titre 3: Fonctionnement	239 036 000	0				0	0		0
Total dépenses ordinaires	644 111 120	0	0	0	0	0	0	0	0
Titre 5: Invest exécutés/Etat	110 000 000	0				0	0		0
Total investissements	110 000 000	0	0	0		0	0	0	0
Total section	754 111 120	0	0	0		0	0	0	0
49 - Ministère de l'Artisanat du Tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel						0	0		
Titre 2: Personnel	0	464 191 340				464 191 340	464 191 340	607 623 619	-143 432 279
Titre 3: Fonctionnement	0	314 759 696				314 759 696	314 759 696	257 379 053	57 380 643
Titre 4: Transferts courants	0	607 776 000				607 776 000	607 776 000	595 885 000	11 891 000
Total dépenses ordinaires	0	1 386 727 036	0	0	0	1 386 727 036	1 386 727 036	1 460 887 672	-74 160 636
Titre 5: Invest exécutés/Etat	0	388 000 000		-5 000 000	28 373 487	411 373 487	346 373 487	279 080 794	67 292 693
Titre 6: Transferts en capital	0	300 000 000				300 000 000	300 000 000	250 000 000	50 000 000
Total investissements	0	688 000 000	0	-5 000 000	28 373 487	711 373 487	646 373 487	529 080 794	117 292 693
Total section	0	2 074 727 036	0	-5 000 000	28 373 487	2 098 100 523	2 033 100 523	1 989 968 466	43 132 057
Total II Action Economique	417 514 898 640	413 108 321 868	-1 564 619 550	-10 282 249 737	9 856 232 939	411 117 685 520	265 979 685 520	243 275 042 766	22 704 642 754
Dépenses ordinaires	50 434 028 640	53 366 887 868	524 270 440	0	0	53 891 158 308	53 891 158 308	51 644 448 421	2 246 709 887
Dépenses d'investissement	367 080 870 000	359 741 434 000	-2 088 889 990	-10 282 249 737	9 856 232 939	357 226 527 212	212 088 527 212	191 630 594 345	20 457 932 867
III - ACTION CULTURELLE ET SOCIALE									
50 - Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire et du Moyen									

secondaire									
Titre 2: Personnel	97 399 999 280	138 640 302 540				138 640 302 540	138 640 302 540	138 676 718 106	-36 415 566
Titre 3: Fonctionnement	58 654 846 712	72 882 844 301		15 813 554 464		88 696 398 765	88 696 398 765	86 054 520 892	2 641 877 873
Titre 4: Transferts courants	2 016 035 000	1 691 910 000				1 691 910 000	1 691 910 000	1 691 910 000	0
Total dépenses ordinaires	158 070 880 992	213 215 056 841	0	15 813 554 464	0	229 028 611 305	229 028 611 305	226 423 148 998	2 605 462 307
Titre 5: Invest exécutés/Etat	52 482 000 000	35 433 017 000	0	-945 200 000	2 804 911 932	37 292 728 932	17 513 728 932	12 951 709 702	4 562 019 230
Titre 6: Transferts en capital	4 050 000 000	2 050 000 000				2 050 000 000	2 050 000 000	2 000 000 000	50 000 000
Total investissements	56 532 000 000	37 483 017 000	0	-945 200 000	2 804 911 932	39 342 728 932	19 563 728 932	14 951 709 702	4 612 019 230
Total section	214 602 880 992	250 698 073 841	0	14 868 354 464	2 804 911 932	268 371 340 237	248 592 340 237	241 374 858 700	7 217 481 537
51 - Ministère Recherche Scientifique									
Titre 2: Personnel	242 607 740	228 055 760				228 055 760	228 055 760	18 326 556	209 72 204
Titre 3: Fonctionnement	240 057 000	221 803 855				221 803 855	221 803 855	193 525 628	28 278 227
Titre 4: Transferts courants	1 385 055 000	1 385 055 000				1 385 055 000	1 385 055 000	1 385 055 000	0
Total dépenses ordinaires	1 867 719 740	1 834 914 615	0	0	0	1 834 914 615	1 834 914 615	1 596 907 184	238 007 431
Titre 5: Invest exécutés/Etat	371 000 000	0	88 889 990			88 889 990	88 889 990	88 889 990	0
Titre 6: Transferts en capital	500 000 000	0				0	0		0
Total investissements	871 000 000	0	88 889 990	0	0	88 889 990	88 889 990	88 889 990	0
Total section	2 738 719 740	1 834 914 615	88 889 990	0	0	1 923 804 605	1 923 804 605	1 685 797 174	238 007 431
52 - Ministère des Sports et des Loisirs									
Titre 2: Personnel	1 190 258 480	0				0	0	0	0
Titre 3: Fonctionnement	2 081 691 000	241 386 300				241 386 300	241 386 300	123 833 485	117 552 815
Titre 4: Transferts courants	121 115 000	0				0	0		0
Total dépenses ordinaires	3 393 064 480	241 386 300	0	0	0	241 386 300	241 386 300	123 833 485	117 552 815
Titre 5: Invest exécutés/Etat	2 400 000 000	0				0	0		0
Titre 6: Transferts en capital	300 000 000	0				0	0		0
Total investissements	2 700 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total section	6 093 064 480	241 386 300	0	0	0	241 386 300	241 386 300	123 833 485	117 552 815
53 - Min Culture Patrimoine, de la Francophonie et des langues Nationales							0		
Titre 2: Personnel	1 044 240 760	1 044 240 760				1 044 240 760	1 044 240 760	1 122 117 188	-77 876 428
Titre 3: Fonctionnement	511 453 000	630 484 344				630 484 344	630 484 344	548 909 807	81 574 537
Titre 4: Transferts courants	2 912 010 000	2 912 010 000				2 912 010 000	2 912 010 000	2 908 374 999	3 635 001
Total dépenses ordinaires	4 467 703 760	4 586 735 104	0	0	0	4 586 735 104	4 586 735 104	4 579 401 994	7 333 110
Titre 5: Invest exécutés/Etat	2 632 000 000	2 523 698 000	0	-230 000 000		2 293 698 000	1 550 698 000	90 959 880	1 459 738 120
Titre 6: Transferts en capital	10 460 000 000	10 460 000 000	0			10 460 000 000	10 460 000 000	10 460 000 000	0
Total investissements	13 092 000 000	12 983 698 000	0	-230 000 000	0	12 753 698 000	12 010 698 000	10 550 959 880	1 459 738 120

Total section	17 559 703 760	17 570 433 104	0	-230 000 000	0	17 340 433 104	16 597 433 104	15 130 361 874	1 467 071 230
54 - Ministère Santé, de la Prévention et de l'Hygiène publique									
Titre 2: Personnel	29 191 061 580	29 547 172 400				29 547 172 400	29 547 172 400	26 540 006 788	3 007 165 612
Titre 3: Fonctionnement	13 787 110 000	14 169 086 037	1 356 079 430			15 525 165 467	15 525 165 467	14 065 298 206	1 459 867 261
Titre 4: Transferts courants	25 115 431 000	25 115 431 000	-1 369 487 430			23 745 943 570	23 745 943 570	23 577 656 009	168 287 561
Total dépenses ordinaires	68 093 602 580	68 831 689 437	-13 408 000	0	0	68 818 281 437	68 818 281 437	64 182 961 003	4 635 320 434
Titre 5: Invest exécutés/Etat	24 186 500 000	22 026 500 000		496 500 000	2 987 686	22 525 987 686	7 781 987 686	4 142 218 142	3 639 769 544
Titre 6: Transferts en capital	4 742 000 000	3 292 000 000		280 000 000		3 572 000 000	3 572 000 000	2 862 000 000	710 000 000
Total investissements	28 928 500 000	25 318 500 000	0	776 500 000	2 987 686	26 097 987 686	11 353 987 686	7 004 218 142	4 349 739 544
Total section	97 022 102 580	94 150 189 437	-13 408 000	776 500 000	2 987 686	94 916 269 123	80 172 269 123	71 187 179 145	8 985 039 978
55 - Mini de la Jeunesse, des sports et des Loisirs									
Titre 2: Personnel	1 138 435 860	2 328 694 340				2 328 694 340	2 328 694 340	1 912 041 492	416 652 848
Titre 3: Fonctionnement	1 057 717 000	3 007 966 892	149 995 000			3 157 961 892	3 157 961 892	2 369 165 816	788 796 076
Titre 4: Transferts courants	257 000 000	378 115 000	1 084 518 200			1 462 633 200	1 462 633 200	1 345 559 258	117 073 942
Total dépenses ordinaires	2 453 152 860	5 714 776 232	1 234 513 200	0	0	6 949 289 432	6 949 289 432	5 626 766 566	1 322 522 866
Titre 5: Invest exécutés/Etat	5 212 000 000	6 184 933 000			376 826 280	6 561 759 280	869 759 280	254 814 397	614 944 883
Titre 6: Transferts en capital	500 000 000	500 000 000				500 000 000	500 000 000	500 000 000	0
Total investissements	5 712 000 000	6 684 933 000	0	0	376 826 280	7 061 759 280	1 369 759 280	754 814 397	614 944 883
Total section	8 165 152 860	12 399 709 232	1 234 513 200	0	376 826 280	14 011 048 712	8 319 048 712	6 381 580 963	1 937 467 749
56 - Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels							0		0
Titre 2: Personnel	3 998 670 960	3 998 670 960				3 998 670 960	3 998 670 960	4 178 236 746	-179 565 786
Titre 3: Fonctionnement	4 148 168 926	4 223 906 337	109 499 612			4 333 405 949	4 333 405 949	4 003 332 486	330 073 463
Titre 4: Transferts courants	361 620 000	361 620 000	300 000 000			661 620 000	661 620 000	637 285 524	24 334 476
Total dépenses ordinaires	8 508 459 886	8 584 197 297	409 499 612	0	0	8 993 696 909	8 993 696 909	8 818 854 756	174 842 153
Titre 5: Invest exécutés/Etat	20 183 000 000	18 136 144 000		-1 198 000 000	48 607 702	16 986 751 702	1 738 751 702	2 109 356 210	-370 604 508
Titre 6: Transferts en capital	1 855 000 000	950 000 000	0	1 245 000 000		2 195 000 000	2 195 000 000	1 495 000 000	700 000 000
Total investissements	22 038 000 000	19 086 144 000	0	47 000 000	48 607 702	19 181 751 702	3 933 751 702	3 604 356 210	329 395 492
Total section	30 546 459 886	27 670 341 297	409 499 612	47 000 000	48 607 702	28 175 448 611	12 927 448 611	12 423 210 966	504 237 645
58 - Ministère de la Famille, de la Solidarité nationale, de l'Entreprenariat Féminin, de la Microfinance et de la petite enfance							0		

Titre 2: Personnel	2 127 879 680	2 151 506 960				2 151 506 960	2 151 506 960	1 958 860 729	192 646 231
Titre 3: Fonctionnement	1 510 193 000	1 791 114 704	150 000 000			1 941 114 704	1 941 114 704	1 643 196 011	297 918 693
Titre 4: Transferts courants	1 009 353 000	1 591 869 000				1 591 869 000	1 591 869 000	1 580 363 976	11 505 024
Total dépenses ordinaires	4 647 425 680	5 534 490 664	150 000 000	0	0	5 684 490 664	5 684 490 664	5 182 420 716	502 069 948
Titre 5: Invest exécutés/Etat	8 716 000 000	7 375 500 000	-163 000 000	-1 004 000 000		6 208 500 000	1 511 500 000	1 352 957 345	158 542 655
Titre 6: Transferts en capital	3 088 000 000	2 737 000 000	-245 000 000	1 244 000 000		3 736 000 000	3 736 000 000	2 680 000 000	1 056 000 000
Total investissements	11 804 000 000	10 112 500 000	-408 000 000	240 000 000	0	9 944 500 000	5 247 500 000	4 032 957 345	1 214 542 655
Total section	16 451 425 680	15 646 990 664	-258 000 000	240 000 000	0	15 628 990 664	10 931 990 664	9 215 378 061	1 716 612 603
59 - Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle							0		
Titre 2: Personnel	10 005 076 600	10 005 076 600				10 005 076 600	10 005 076 600	5 016 413 401	4 988 663 199
Titre 3: Fonctionnement	4 370 819 500	4 373 819 500				4 373 819 500	4 373 819 500	3 084 797 200	1 289 022 300
Titre 4: Transferts courants	885 384 000	880 384 000				880 384 000	880 384 000	686 679 995	193 701 005
Total dépenses ordinaires	15 261 280 100	15 259 280 100	0	0	0	15 259 280 100	15 259 280 100	8 787 890 596	6 471 389 504
Titre 5: Invest exécutés/Etat	8 837 000 000	8 871 326 000		-423 200 000	346 325 694	8 794 451 694	6 791 451 694	3 543 620 893	3 247 830 801
Titre 6: Transferts en capital	330 000 000	330 000 000		0		330 000 000	330 000 000	330 000 000	0
Total investissements	9 167 000 000	9 201 326 000	0	-423 200 000	346 325 694	9 124 451 694	7 121 451 694	3 873 620 893	3 247 830 801
Total section	24 428 280 100	24 460 606 100	0	-423 200 000	346 325 694	24 383 731 794	22 380 731 794	12 661 511 489	9 719 220 305
62 - Ministère de l'Elevage							0		
Titre 2: Personnel	1 468 561 240	1 468 561 240				1 468 561 240	1 468 561 240	1 633 189 092	-164 627 852
Titre 3: Fonctionnement	767 205 000	822 009 531				822 009 531	822 009 531	741 340 779	80 668 752
Titre 4: Transferts courants	29 142 000	29 142 000				29 142 000	29 142 000	0	29 142 000
Total dépenses ordinaires	2 264 908 240	2 319 712 771	0	0	0	2 319 712 771	2 319 712 771	2 374 529 871	-54 817 100
Titre 5: Invest exécutés/Etat	7 987 000 000	7 305 440 000			472 000 000	7 777 440 000	4 724 440 000	2 617 615 084	2 106 824 916
Titre 6: Transferts en capital	1 065 000 000	1 065 000 000		2 393 000 000		3 458 000 000	3 458 000 000	1 618 000 000	1 840 000 000
Total investissements	9 052 000 000	8 370 440 000	0	2 393 000 000	472 000 000	11 235 440 000	8 182 440 000	4 235 615 084	3 946 824 916
Total section	11 316 908 240	10 690 152 771	0	2 393 000 000	472 000 000	13 555 152 771	10 502 152 771	6 610 144 955	3 892 007 816
63 - Ministère de la Communication et Porte parole du Gouvernement							0		
Titre 2: Personnel	356 739 320	283 201 200				283 201 200	283 201 200	59 650 541	223 550 659
Titre 3: Fonctionnement	1 236 106 000	1 149 418 360				1 149 418 360	1 149 418 360	1 128 885 384	20 532 976
Titre 4: Transferts courants	721 370 000	721 370 000				721 370 000	721 370 000	721 370 000	0
Total dépenses ordinaires	2 314 215 320	2 153 989 560	0	0	0	2 153 989 560	2 153 989 560	1 909 905 925	244 083 635
Titre 5: Invest exécutés/Etat	3 125 000 000	10 000 000			15 000 000	25 000 000	25 000 000	5 070 000	19 930 000
Titre 6: Transferts en capital	2 900 000 000	4 900 000 000			2 000 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000	4 900 000 000	2 000 000 000
Total investissements	6 025 000 000	4 910 000 000	0	0	2 015 000 000	6 925 000 000	6 925 000 000	4 905 070 000	2 019 930 000

Total section	8 339 215 320	7 063 989 560	0	0	2 015 000 000	9 078 989 560	9 078 989 560	6 814 975 925	2 264 013 635
65 - Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales							0		0
Titre 2: Personnel	1 450 083 840	0				0	0		0
Titre 3: Fonctionnement	484 283 000	6 000 000				6 000 000	6 000 000	5 992 040	7 960
Titre 4: Transferts courants	17 326 676 000	0				0	0		0
Total dépenses ordinaires	19 261 042 840	6 000 000	0	0	0	6 000 000	6 000 000	5 992 040	7 960
Titre 5: Invest exécutés/Etat	14 988 000 000	0				0	0		0
Titre 6: Transferts en capital	15 121 000 000	0				0	0		0
Total investissements	30 109 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total section	49 370 042 840	6 000 000	0	0	0	6 000 000	6 000 000	5 992 040	7 960
66 - Ministère des Télécommunications, des TIC, des transports terrestres et des transports Ferroviaires							0		
Titre 2: Personnel	0	543 209 940				543 209 940	543 209 940	296 249 644	246 960 296
Titre 3: Fonctionnement	0	302 606 071	-5 506 000			297 100 071	297 100 071	229 103 820	67 996 251
Total dépenses ordinaires	0	845 816 011	-5 506 000	0	0	840 310 011	840 310 011	525 353 464	314 956 547
Titre 5: Invest exécutés/Etat	0	0				0	0		0
Titre 6: Transferts en capital		2 050 000 000				2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	0
Total investissements	0	2 050 000 000	0	0	0	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	0
Total section	0	2 895 816 011	-5 506 000	0	0	2 890 310 011	2 890 310 011	2 575 353 464	314 956 547
72 - Ministère de l'Hydraulique rural et du Réseau hydrographique National							0		0
Titre 2: Personnel	577 275 900	0				0	0		0
Titre 3: Fonctionnement	242 709 000	44 704 216				44 704 216	44 704 216	25 637 571	19 066 645
Titre 4: Transferts courants	55 000 000	0				0	0		0
Total dépenses ordinaires	874 984 900	44 704 216	0	0	0	44 704 216	44 704 216	25 637 571	19 066 645
Titre 5: Invest exécutés/Etat	21 106 000 000	0				0	0		0
Total investissements	21 106 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total section	21 980 984 900	44 704 216	0	0	0	44 704 216	44 704 216	25 637 571	19 066 645
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR)							0		0
Titre 2: Personnel	42 900 015 220	1 714 131 960				1 714 131 960	1 714 131 960	886 346 629	827 785 331

Titre 3: Fonctionnement	2 458 566 700	1 880 913 000	-12 283 000			1 868 630 000	1 868 630 000	1 422 854 915	445 775 085
Titre 4: Transferts courants	69 906 692 000	70 235 817 000		14 594 915 827		84 830 732 827	84 830 732 827	84 733 491 527	97 241 300
Total dépenses ordinaires	115 265 273 920	73 830 861 960	-12 283 000	14 594 915 827	0	88 413 494 787	88 413 494 787	87 042 693 071	1 370 801 716
Titre 5: Invest exécutés/Etat	8 211 000 000	2 139 424 000		-548 000 000	44 424 458	1 635 848 458	1 635 848 458	475 329 760	1 160 518 698
Total investissements	8 211 000 000	2 139 424 000	0	-548 000 000	44 424 458	1 635 848 458	1 635 848 458	475 329 760	1 160 518 698
Total section	123 476 273 920	75 970 285 960	-12 283 000	14 046 915 827	44 424 458	90 049 343 245	90 049 343 245	87 518 022 831	2 531 320 414
Total III - Action Culturelle et Sociale	632 091 215 298	541 343 593 108	1 443 705 802	31 718 570 291	6 111 083 752	580 616 952 953	514 657 952 953	473 733 838 643	40 924 114 310
Dépenses ordinaires	406 743 715 298	403 003 611 108	1 762 815 812	30 408 470 291	0	435 174 897 211	435 174 897 211	417 206 297 240	17 968 599 971
Dépenses d'investissement	225 347 500 000	138 339 982 000	-319 110 010	1 310 100 000	6 111 083 752	145 442 055 742	79 483 055 742	56 527 541 403	22 955 514 339
IV DEPENSES COMMUNES							0		0
60 - Charges non Réparties							0		0
Titre 2: Personnel	34 764 126 960	34 429 993 800				34 429 993 800	34 429 993 800	13 940 354 872	20 489 638 928
Titre 3: Fonctionnement	88 189 858 764	70 822 877 254	-19 595 853 420			51 227 023 834	51 227 023 834	67 554 389 094	-16 327 365 260
Titre 4: Transferts courants	108 586 116 000	102 362 956 000	-1 152 671 600			101 210 284 400	101 210 284 400	80 355 553 372	20 854 731 028
Total section	231 540 101 724	207 615 827 054	-20 748 525 020	0	0	186 867 302 034	186 867 302 034	161 850 297 338	25 017 004 696
Total Ministères	1 534 092 473 880	1 451 691 757 260	-17 196 204 539	22 084 520 554	21 850 025 891	1 478 430 099 166	1 239 984 099 166	1 141 159 347 039	98 824 752 127
Dépenses ordinaires	879 531 473 880	874 744 942 260	-17 196 204 539	30 408 470 291	0	887 957 208 012	887 957 208 012	848 557 468 290	39 399 739 722
Dépenses d'investissements	654 561 000 000	576 946 815 000	0	-8 323 949 737	21 850 025 891	590 472 891 154	590 472 891 154	292 601 878 749	297 871 012 405
Total Institutions et Ministères	1 626 750 000 000	1 583 749 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 638 235 705 676	1 391 245 705 676	1 285 785 887 522	105 459 818 154
Dépenses ordinaires	929 000 000 000	929 000 000 000	0	30 408 470 291	0	959 408 470 291	959 408 470 291	916 537 164 523	42 871 305 768
Dépenses d'investissements	697 750 000 000	654 749 999 000	0	969 000 000	23 108 236 385	678 827 235 385	678 827 235 385	369 248 722 999	309 578 512 386
Dépenses à ventiler							0		
TOTAL GENERAL	1 776 750 000 000	1 733 749 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 788 235 705 676	1 541 245 705 676	1 441 701 389 604	99 544 316 072

TABLEAU RECAPITULATIF

INTITULE	LFI	LFR	MODIFICATIONS	OUVERTURE DE CREDITS	REPORTS	DOTATION	DOTATION-SUR RESS INTERNE	CREDITS ORDONNANCE	DISPO/DEPAS
Titre 1	150 000 000 000	150 000 000 000	0	0	0	150 000 000 000	150 000 000 000	155 915 502 082	-5 915 502 082
Titre 2	389 000 000 000	389 000 000 000	0	0	0	389 000 000 000	389 000 000 000	364 411 820 738	24 588 179 262
Titre 3	269 140 000 000	273 849 691 000	-8 725 909 794	16 030 554 464	0	281 154 335 670	281 154 335 670	287 180 462 564	-6 026 126 894
Titre 4	270 860 000 000	266 150 309 000	-8 725 909 794	14 377 915 827	0	289 254 134 621	289 254 134 621	264 944 881 221	24 309 253 400
Dépenses à ventiler									
TOTAL DEPENSES ORDINAIRES	1 079 000 000 000	1 079 000 000 000	0	30 408 470 291	0	1 109 408 470 291	1 109 408 470 291	1 072 452 666 605	36 955 803 686
Total dépenses ordinaires hors dette publique	929 000 000 000	929 000 000 000	0		0	959 408 470 291	959 408 470 291	916 537 164 523	42 871 305 768
Titre 5	429 956 100 000	370 211 982 000	0	-13 506 349 737	16 392 934 583	373 098 566 846	126 108 566 846	76 767 799 325	49 340 767 521
Titre 6	267 793 900 000	284 538 017 000	0	14 475 349 737	6 715 301 802	305 728 668 539	305 728 668 539	292 480 923 674	13 247 744 865
Invst non assigné au Trésor									
TOTAL INVESTISSEMENT	697 750 000 000	654 749 999 000	0	969 000 000	23 108 236 385	678 827 235 385	431 837 235 385	369 248 722 909	62 588 512 386
TOTAL GENERAL	1 776 750 000 000	1 733 749 999 000	0	31 377 470 291	23 108 236 385	1 788 235 705 676	1 541 245 705 676	1 441 701 389 604	99 544 316 072

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

DEVELOPPEMENT RECETTES CST 2009

LIBELLES	LFI	LFR	Réalisations	Ecart
Comptes d'affectation spéciale				
96.101 Fonds national de retraite	43 000 000 000	50 000 000 000	53 962 337 208	3 962 337 208
96.102 Frais de cont. des stes à participation publique	210 000 000	210 000 000	268 024 127	58 024 127
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	900 000 000	900 000 000	702 221 215	-197 778 785
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	300 000 000	300 000 000	203 192 117	-96 807 883
Sous-total	44 410 000 000	51 410 000 000	55 135 774 667	3 725 774 667
Comptes de commerce				0
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000	47 236 720	-102 763 280
Sous-total	150 000 000	150 000 000	47 236 720	-102 763 280
Comptes de prêts				0
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	0		0
96.505 Prêts à divers organismes				0
96.507 Prêts aux particuliers	12 000 000 000	8 700 000 000	9 720 274 687	1 020 274 687
Sous-total	12 800 000 000	8 700 000 000	9 720 274 687	1 020 274 687
Comptes d'avances				0
96.602 Avances à 1 an aux établis. publics				0
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	0	0	0
96.xxx Avances à 1 an divers comptes		800 000 000	0	-800 000 000
96.607 Avances à divers organismes		0	0	0
96.609 Avances à 1 an aux particuliers		0	8 046 288 535	8 046 288 535
Sous-total	800 000 000	800 000 000	8 046 288 535	7 246 288 535
Comptes de garantie et d'aval				0
96.701 Garanties et avals		0		0
Sous-total	0	0	0	0
Total général	58 160 000 000	61 060 000 000	72 949 574 609	11 889 574 609